

[Text]

• 1150

On page 16 of your brief, it says:

While federal support to safer communities infrastructures is crucial, funds must continue to be provided to Canada's major social programs such as the Canada Assistance Plan. Much of the recent emphasis in developing the Canadian approach to preventing crime has emphasized the importance of social programs. Crime prevention through social development has been a crucial element in the evolution of safer community programs and networks. Recent decisions to limit federal financial support for social programs are placing considerable burdens on many municipalities. Transferring resources from social programs will only result in the increase of expenditures for corrections, courts and police with long-term social and economic cost for increased incidence of crime. This does not make good crime prevention sense.

In other words, you're saying that the federal government's cutting back of national social programs, and so on, and transfer payments to the provinces, and therefore down to the municipalities, in fact is increasing crime in the country.

Mr. Sonnichsen: Yes, that's correct. I think the relationship between poverty and crime has been established. Many municipalities, for example, are providing breakfasts to children in schools. We've established, not only in Dr. Waller's presentation but also in many examples of early intervention programs with children—and these are children who are living in lower socio-economic areas—that they do have a demonstrative effect. Also, clearly the relationship of learning and proper nutrition has been established. If you don't provide the basics in terms of housing and food, then there are bound to be repercussions down the line.

The Chairman: I don't want to get political on this thing about Canada Assistance, and so on, but there's only one set of taxpayers out there. So the situation is that no matter who the money comes from, whether it comes from the federal government down to the municipality or the municipality raises its taxes, there's only one taxpayer. The same guy is paying the bill.

Mr. Waddell: Excuse me, Mr. Chairman. Maybe I could continue. I don't want to get into an argument. The same guys may be paying the bill, but they can't put the GST on. They don't have federal income tax. The brief clearly says that cutting back social programs is increasing crime in Canada. That's a serious matter.

The Chairman: Okay. Please proceed.

Mr. Waddell: On page 20 of your brief, recommendation 2 reads:

[Translation]

Je lis à la page 16 de votre mémoire:

Bien que l'appui du gouvernement fédéral à l'égard de l'infrastructure des communautés plus sûres soit crucial, il faut continuer de subventionner les grands programmes sociaux comme le Régime d'assistance publique du Canada. Récemment, dans l'élaboration d'une approche canadienne en matière de prévention du crime, on a surtout mis l'accent sur l'importance des programmes sociaux. La prévention du crime par le développement social est un élément capital du développement de programmes et de réseaux de communautés plus sûres. Les décisions prises récemment par le gouvernement fédéral en vue de restreindre l'aide financière qu'il accorde aux programmes sociaux imposent de lourds fardeaux à de nombreuses municipalités. Transférer des ressources et des programmes sociaux ne fera qu'augmenter les dépenses au chapitre des services correctionnels, judiciaires et policiers, sans compter les coûts sociaux et économiques à long terme d'une incidence accrue de la criminalité. Une telle façon de procéder n'a pas beaucoup de sens en ce qui a trait à la prévention du crime.

Si je vous comprends bien, vous dites que la politique du gouvernement fédéral qui consiste à sabrer dans les programmes sociaux nationaux, et ainsi de suite, et dans les paiements de transfert aux provinces, et par conséquent aux municipalités, fait augmenter la criminalité au pays.

M. Sonnichsen: Oui, c'est exact. Je crois que le rapport entre la pauvreté et le crime a été bien établi. Par exemple, de nombreuses municipalités fournissent le petit déjeuner aux enfants dans les écoles. Il a été démontré que de telles initiatives ont des effets tangibles, le docteur Waller l'a démontré tout à l'heure et on le constate dans de nombreux exemples de programmes d'intervention auprès des enfants—mais il s'agit d'enfants qui vivent dans les secteurs socio-économiques défavorisés. On a également établi avec clarté le lien entre l'apprentissage et la bonne nutrition. Si l'on ne donne pas l'essentiel en matière de logement et d'alimentation, il y aura tôt ou tard des répercussions.

Le président: Pour ce qui est du Régime d'assistance publique du Canada et ce genre de mesure, j'aimerais rappeler, abstraction faite de toute partisanerie, qu'il n'y a qu'un seul groupe de contribuables. Peu importe d'où vient l'argent, que ce soit le gouvernement fédéral qui subventionne la municipalité ou la municipalité qui hausse ses impôts, il n'y a qu'un seul contribuable. C'est toujours le même monsieur qui paie la note.

M. Waddell: Permettez, Monsieur le président. J'aimerais poursuivre. Je ne veux pas lancer un débat à ce sujet. Oui, c'est le même monsieur qui paie la note, mais les municipalités ne peuvent imposer une TPS. Elles ne peuvent lever des impôts comme le fait le gouvernement fédéral. Le mémoire affirme clairement que les compressions dans les programmes sociaux font augmenter le crime au Canada. C'est une question grave.

Le président: Fort bien. Veuillez continuer.

M. Waddell: À la page 20 de votre mémoire, la deuxième recommandation dit ceci: